



**Concours externe Ingénieur d'études
Ouvert au titre de l'année 2008**

**Juriste Propriété intellectuelle
AF 5**

Épreuve écrite d'admission du 19 juin 2008
Durée 3h
Coefficient 3

La notation prendra en compte la qualité des réponses, mais aussi, la présentation, le style et l'orthographe.

Veillez à respecter l'anonymat dans les réponses.

Ne pas omettre de noter votre numéro d'ordre sur les feuilles intercalaires.

L'énoncé et son annexe sont les seuls documents autorisés.

La calculatrice est interdite.



1) Questions de culture générale – (2 points)

Répondez aux questions suivantes :

- a) Qu'est-ce que le Code de la Recherche ?
- b) Qui est l'actuelle Ministre de la Recherche en France ?
- c) Citez deux Etablissements Publics à Caractère Scientifique et Technologiques.
- d) Quels sont les objectifs de la politique publique en matière de pôles de compétitivité ?

2) Questions techniques – (5 points)

Répondez aux questions suivantes :

- a) Citez les droits patrimoniaux en matière de droit du logiciel et des programmes informatiques.
- b) Définissez la notion de droit moral en matière de droit du logiciel
- c) Quels sont les principes de dévolution (d'attribution) des droits patrimoniaux en matière de droit français du logiciel ?
- d) Qui est titulaire des droits de propriété intellectuelle sur une création de stagiaire ?
- e) Quels sont les critères de définition du logiciel libre pour la "free software foundation" ou pour l'open source initiative ?
- f) Que recouvre la notion de "copyleft" d'une licence de logiciel ?
- g) Définissez la notion d'œuvre composite et d'œuvre dérivée en matière de droit du logiciel.
- h) Quels sont les droits associés à une base de données ?
- i) Définissez la notion de brevet d'invention.
- j) Sur quels fondements juridiques obtient-on une protection juridique internationale d'une invention brevetée ?



3) Epreuve de traduction – (4 points)

Traduisez le texte ci-dessous en français.

“The Value of Intellectual Property and Intangible Assets

From Kelvin King

Intellectual capital is recognized as the most important asset of many of the world’s largest and most powerful companies; it is the foundation for the market dominance and continuing profitability of leading corporations. It is often the key objective in mergers and acquisitions and knowledgeable companies are increasingly using licensing routes to transfer these assets to low tax jurisdictions.

Nevertheless, the role of intellectual property rights (IPRs) and intangible assets in business is insufficiently understood. Accounting standards are generally not helpful in representing the worth of IPRs in company accounts and IPRs are often under-valued, under-managed or under-exploited. Despite the importance and complexity of IPRs, there is generally little co-ordination between the different professionals dealing with an organization’s IPR. For a better understanding of the IPRs of a company, some of the questions to be answered should often be:

- * What are the IPRs used in the business?
- * What is their value (and hence level of risk)?
- * Who owns it (could I sue or could someone sue me)?
- * How may it be better exploited (e.g. licensing in or out of technology)?
- * At what level do I need to insure the IPR risk?

One of the key factors affecting a company’s success or failure is the degree to which it effectively exploits intellectual capital and values risk. Management obviously need to know the value of the IPR and those risks for the same reason that they need to know the underlying value of their tangible assets; because business managers should know the value of all assets and liabilities under their stewardship and control, to make sure that values are maintained. Exploitation of IPRs can take many forms, ranging from outright sale of an asset, a joint venture or a licensing agreement. Inevitably, exploitation increases the risk assessment.”



4) Etude de cas – (5 points)

Vous recevez le 20 juin 2008 par email la demande suivante émanant de Monsieur Alain Quermérac, Directeur de Recherche et agent de l'INRIA.

« Bonjour,

Je vous contacte de la part de Monsieur Sylvestre Dilméqueur, Chargé des relations industrielles pour le centre de recherche INRIA de Lille-Nord Europe (en copie).

L'équipe - projet INRIA InP2P que je dirige a mis au point le logiciel d'échange de fichiers Médiasoft. Ce prototype de recherche a été testé et nous avons démontré que ces performances dépassent notablement celles des logiciels commerciaux existants (+ 400%). Ce logiciel expérimental a été réalisé par mes soins à partir de composants pré - existants et d'autres développés « ex-nihilo » pour satisfaire à nos besoins et résoudre plus efficacement le problème d'échange de fichiers posé. Médiasoft est donc un assemblage original qui n'a pas encore été disséminé (aucune communication ni distribution de Médiasoft en tant que tel à ce jour).

Je souhaite créer une start-up (dont le nom de code est pour l'instant Transfile) pour assurer l'édition et la distribution de Médiasoft sous licence propriétaire.

J'ai trouvé sur l'intranet de l'INRIA le texte joint présentant les principes de la politique de l'Institut en matière de transfert de technologie dans le cas d'une création d'entreprise.

Pouvez-vous me confirmer par retour d'email que ce texte est bien celui applicable au cas de Médiasoft (licence exclusive et option de cession des droits patrimoniaux de l'INRIA au profit de Transfile ?)

A la demande de Monsieur Dilméqueur, je joins pour la bonne forme le rapport d'audit juridique du logiciel Médiasoft réalisé sous accord de confidentialité par la société Blacklink.

Pouvez-vous avoir la gentillesse de me répondre par retour d'email ?

Par avance merci.

Alain Quermérac, Directeur de Recherche
Directeur du l'équipe-projet InP2P.

P.J. 1 : Principes de politique de transfert d'actifs immatériels de l'INRIA dans le cadre d'une création d'entreprise (Extrait de l'Intranet INRIA).

Les actifs de propriété intellectuelle propriété de l'INRIA faisant l'objet d'une valorisation par une jeune pousse (start-up) issue de l'INRIA sont transférés à cette entreprise par voie contractuelle fondée sur les principes suivants : Les actifs font dans un premier temps l'objet d'une licence exclusive à la jeune pousse pour une durée raisonnable. A la fin de cette période de licence exclusive, la start-up bénéficie d'une option de cession de la propriété intellectuelle de l'INRIA à son profit. Le montant de la cession est établi a priori au sens d'une méthodologie d'évaluation du coût complet supportés par l'INRIA pour générer/réaliser les actifs concernés. Si l'entreprise ne lève pas cette option de cession, les obligations de la licence d'exploitation sont modifiées de plein droit, pour un régime à discuter au cas par cas (perte d'exclusivité par exemple).

Chaque cas étant un cas particulier, il est demandé au porteur de projet de création d'entreprise de prendre contact avec les services supports (juriste en propriété intellectuelle et chargé des relations industrielles) du centre de recherche INRIA concerné.

P.J. 2 : Rapport d'audit du logiciel Médiasoft :

Introduction : Le présent rapport d'audit du logiciel Médiasoft a pour objet de présenter le statut juridique de ses différentes parties constitutives. Le logiciel médiassoft est un logiciel à composants constitué de plusieurs modules assemblés dans une architecture originale.

Architecture de Médiasoft : Le logiciel Médiasoft est constitué d'un noyau A et d'un ensemble de modules fonctionnels que nous pouvons regrouper comme formant une couche applicative fonctionnelle homogène B.

Statut juridique du noyau A :

Auteur : Alain Quermérac (auteur unique)

Propriété : INRIA

Langage : C++

Nombre de lignes : 50000

Nombre de fichier : 1

Dépôt : 2007 - Agence de Protection des Programmes IDDN

FR.001.310003.00.R.P.2007.000.10703

Conditions contractuelles de production du noyau A : Le noyau A a été développé dans le cadre du contrat de recherche européen du 5ème PCRDT "pairapair" entre 2004 et 2007. Il est propriété INRIA.

Licence de distribution : Le logiciel « pairapair » est distribué sous licence CeCiLL (Il est rappelé que la licence CeCILL est de type « contaminante », présentant un caractère



« copyleft » (analogue à la licence GNU GPL).

Le code source du noyau A est également distribué sous licence CeCILL comme partie du logiciel "pairapair" avec la mention « © INRIA 2004-2007 ».

Statut juridique de la couche applicative B :

Auteur : Alain Quermérac (auteur unique)

Propriété : INRIA

Langage : C++

Nombre de lignes : 250000

Nombre de fichier : 1000

Dépôt : aucun à la date de l'audit

Conditions contractuelles de production la couche applicative B : hors contrat

Licence de distribution : la couche applicative B est non distribuée dans son ensemble ou partiellement à la date de l'audit (chacun des 1 000 fichiers constitutifs de la couche applicative B n'a jamais été distribué).

Conclusion :

Le logiciel Médiasoft est propriété de l'INRIA. Son auteur est monsieur Alain Quermérac, agent INRIA.

Questions de l'étude de cas :

- a) Quel risque juridique identifiez-vous pour l'INRIA dans la proposition d'Alain Quermérac ? (1 point)
- b) Préparez en français une réponse circonstanciée et argumentée présentant le(s) conseil(s) que vous proposez à l'attention de Monsieur Alain Quermérac ? (4 points)



5) Epreuve de synthèse – (4 points)

Rédigez une synthèse du texte suivant :

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Bruxelles, le 10.4.2008 C(2008)1329

RECOMMANDATION DE LA COMMISSION

concernant la gestion de la propriété intellectuelle dans les activités de transfert de connaissances et un code de bonne pratique destiné aux universités et aux autres organismes de recherche publics

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 165,

considérant ce qui suit :

(1) Lors de la relance de la stratégie de Lisbonne en 2005, les chefs d'État et de gouvernement ont insisté sur le rôle essentiel que peut jouer l'amélioration des liens entre les organismes de recherche publics, notamment les universités, et l'industrie, en facilitant la circulation et l'utilisation des idées dans une société de la connaissance dynamique, et en renforçant la compétitivité et la prospérité.

(2) Des efforts sont nécessaires pour mieux convertir la connaissance en avantages socio-économiques. Il convient donc que les organismes de recherche publics diffusent et exploitent plus efficacement les résultats de la recherche financée par des fonds publics, en vue de les valoriser par l'élaboration de nouveaux produits et services. Les moyens de réaliser cet objectif sont notamment les collaborations entre universités et entreprises – la recherche collaborative ou sous contrat menée ou financée conjointement avec le secteur privé –, l'octroi de licences et l'essaimage d'entreprises.

(3) L'exploitation efficace des résultats de la recherche financée par des fonds publics est tributaire de la bonne gestion de la propriété intellectuelle (c'est-à-dire les connaissances au sens le plus large, comprenant par exemple les inventions, les logiciels, les bases de données et les micro-organismes, qu'ils soient ou non protégés par des instruments juridiques tels que des brevets), du développement d'une culture entrepreneuriale et de l'existence des compétences appropriées au sein des organismes de recherche publics, ainsi que de l'amélioration de la communication et des interactions entre les secteurs public et privé.



(4) L'engagement actif des organismes de recherche publics dans la gestion de la propriété intellectuelle et le transfert de connaissances est essentiel pour dégager des avantages socio-économiques et pour attirer vers la recherche des étudiants, des scientifiques et de nouveaux moyens de financement.

(5) Les États membres ont pris, ces dernières années, des initiatives pour faciliter le transfert de connaissances à l'échelon national; toutefois, des disparités considérables entre les cadres réglementaires, les politiques et les pratiques à l'échelon national, ainsi que l'existence de normes différentes pour la gestion de la propriété intellectuelle au sein des organismes de recherche publics, empêchent ou entravent le transfert de connaissances transnational en Europe, et la réalisation de l'Espace européen de la Recherche.

(6) À la suite de la Communication de la Commission de 2007¹ définissant des approches pour un cadre de référence européen commun pour le transfert de connaissances, le Conseil européen a invité la Commission, en juin 2007, à élaborer des orientations sur la gestion de la propriété intellectuelle par les organismes de recherche publics, sous la forme d'une Recommandation aux États membres.

(7) La présente Recommandation vise à proposer, d'une part, aux États membres et à leurs régions, des lignes directrices stratégiques pour l'élaboration ou l'actualisation de lignes directrices et cadres nationaux, et d'autre part, aux organismes de recherche publics, un code de bonne pratique destiné à améliorer les modes de gestion de la propriété intellectuelle et de transfert de connaissances par les organismes de recherche publics.

(8) Les collaborations dans le domaine de la recherche du développement ainsi que les activités de transfert de connaissances entre la Communauté et des pays tiers devraient être fondées sur des recommandations claires et uniformes et des pratiques garantissant un accès juste et équitable à la propriété intellectuelle résultant de collaborations internationales en matière de recherche, dans l'intérêt mutuel de tous les partenaires. Le code de bonne pratique ci-joint devrait servir de référence dans ce contexte.

(9) Un certain nombre de bonnes pratiques, qui devraient aider les États membres à mettre en œuvre la présente Recommandation, ont été recensées. Il appartient à chaque État membre de retenir les procédures et les pratiques les mieux adaptées pour faire en sorte que les principes énoncés dans la présente Recommandation soient appliqués, en prenant en compte ceux qui seraient les plus efficaces dans son contexte national, étant donné que certaines pratiques peuvent s'avérer efficaces dans un État membre et moins dans un autre. Les orientations existantes données au niveau de la Communauté et de l'OCDE devraient également être prises en considération.

(10) La Commission et les États membres devraient évaluer la mise en œuvre de la présente Recommandation et son impact, et stimuler l'échange de bonnes pratiques en ce qui concerne le transfert de connaissances,



RECOMMANDÉ AUX ÉTATS MEMBRES :

1. de faire en sorte que tous les organismes de recherche publics considèrent le transfert de connaissances comme une mission stratégique ;
2. d'encourager les organismes de recherche publics à établir et diffuser des politiques et des procédures de gestion de la propriété intellectuelle qui soient conformes au code de bonne pratique présenté à l'annexe I ;
3. de soutenir le développement, au sein des organismes de recherche publics, de capacités et de compétences en matière de transfert de connaissances, ainsi que l'adoption de mesures destinées à sensibiliser et à améliorer les compétences des étudiants – notamment dans le domaine des sciences et des technologies – en ce qui concerne la propriété intellectuelle, le transfert de connaissances et l'esprit d'entreprise ;
4. de promouvoir une large diffusion des connaissances développées grâce à des fonds publics, en prenant des mesures pour encourager le libre accès («open access») aux résultats de la recherche, tout en permettant, le cas échéant, une protection de la propriété intellectuelle correspondante ;
5. de coopérer et de prendre des mesures pour améliorer la cohérence de leurs régimes respectifs en ce qui concerne la propriété des droits de propriété intellectuelle, de manière à faciliter les collaborations et le transfert de connaissances à l'échelon international dans le domaine de la recherche et du développement ;
6. de se fonder sur les principes exposés dans la présente Recommandation pour introduire ou adapter des lignes directrices et des instruments législatifs nationaux concernant la gestion de la propriété intellectuelle et le transfert de connaissances par les organismes de recherche publics, ainsi que pour conclure des accords de coopération en matière de recherche avec des pays tiers, ou pour prendre toute autre mesure visant à promouvoir le transfert de connaissances, ou encore pour établir de nouvelles politiques ou de nouveaux régimes de financement en la matière, dans le respect des règles en matière d'aides d'État ;
7. de prendre des mesures pour assurer une mise en œuvre aussi large que possible du code de bonne pratique, soit directement, soit via les règles adoptées par les organismes de financement de la recherche nationaux et régionaux ;
8. de garantir un traitement équitable et juste des participants d'États membres et de pays tiers à des projets de recherche internationaux en ce qui concerne la propriété des droits de propriété intellectuelle et l'accès à ceux-ci, dans l'intérêt mutuel de tous les partenaires concernés ;
9. de désigner un point de contact national, dont les missions devraient comprendre la coordination de mesures relatives au transfert de connaissances entre les organismes de recherche publics et le secteur privé, y compris le traitement des problèmes transnationaux, en



liaison avec les points de contact des autres États membres ;

10. d'examiner les bonnes pratiques exposées à l'annexe II et d'en faire usage, en tenant compte du contexte national ;

11. d'informer la Commission, pour le 15 juillet 2010 puis tous les deux ans par la suite, des mesures prises sur la base de la présente Recommandation, ainsi que de leur impact.

Fait à Bruxelles, le [...]

ANNEXE I

Code de bonne pratique destiné aux universités et autres organismes de recherche publics, concernant la gestion de la propriété intellectuelle dans les activités de transfert de connaissances

Le présent code de bonne pratique se compose de trois ensembles de principes.

Les **principes d'une politique interne de propriété intellectuelle** (ci-après désignée par «PI») constituent l'ensemble de principes de base que les organismes de recherche publics devraient appliquer pour gérer efficacement la propriété intellectuelle résultant de leurs activités – propres ou collaboratives – de recherche et développement.

Les **principes d'une politique de transfert de connaissances** (ci-après désigné par «TC») complètent ceux concernant la politique PI et portent plus précisément sur l'exploitation et le transfert efficaces de la propriété intellectuelle, que celle-ci soit ou non protégée par des droits.

Les **principes de recherche collaborative et sous contrat** visent à s'appliquer à tous les types d'activités menées ou financées conjointement par un organisme public et le secteur privé, en particulier aux activités de recherche collaborative (dans lesquelles toutes les parties exécutent des tâches de R&D) et de recherche sous contrat (dans lesquelles une entreprise privée sous-traite la R&D à un organisme de recherche).

1. PRINCIPES D'UNE POLITIQUE INTERNE DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

1. **Élaborer une politique PI** dans le cadre de la stratégie et de la mission à long terme de l'organisme de recherche public, la diffuser en interne comme à l'extérieur, et créer un point de contact unique.

2. Cette politique devrait permettre au personnel et aux étudiants de disposer de **règles claires** concernant en particulier la divulgation des connaissances nouvelles pouvant présenter un intérêt commercial, la propriété des résultats de la recherche, la tenue des dossiers, la gestion des conflits d'intérêts et l'engagement vis-à-vis de tiers.



3. Promouvoir l'**identification**, l'**exploitation** et, le cas échéant, la **protection** des droits de propriété intellectuelle, conformément à la stratégie et la mission de l'organisme de recherche public, en vue d'en optimiser les avantages socio-économiques. À cet effet, il est possible d'adopter différentes approches – éventuellement adaptées au domaine scientifique/technique respectif –, par exemple l'approche «domaine public» ou l'approche «innovation ouverte».

4. Prévoir les **mesures incitatives** appropriées pour faire en sorte que tous les membres concernés du personnel jouent un rôle actif dans la mise en œuvre de la politique PI. Ces mesures ne doivent pas seulement être de nature financière mais doivent aussi favoriser l'évolution de carrière par la prise en compte des aspects relatifs à la propriété intellectuelle et au transfert de connaissances, en plus des critères académiques, dans les procédures d'évaluation.

5. Envisager la création, par l'organisme de recherche public, de **portefeuilles** cohérents de droits de propriété intellectuelle – p. ex. dans des domaines techniques précis – et, le cas échéant, la constitution de **communautés** («pools») de brevets/PI incluant les droits de propriété intellectuelle d'autres organismes publics. L'exploitation pourrait en être facilitée du fait de la masse critique et de la réduction des coûts de transaction pour les tiers.

6. **Sensibiliser** à la propriété intellectuelle et au transfert de connaissances, développer les compétences de base en la matière par des actions de **formation** destinées aux étudiants comme au personnel de recherche, et faire en sorte que les responsables de la gestion PI/TC disposent des qualifications requises et reçoivent les formations appropriées.

7. Élaborer et faire connaître une **politique de publication/diffusion** visant à promouvoir une large divulgation des résultats de la recherche et développement (p. ex. par l'édition en libre accès – «open access publication»), éventuellement différée – mais le moins possible – s'il est envisagé de protéger la propriété intellectuelle.

2. PRINCIPES D'UNE POLITIQUE DE TRANSFERT DE CONNAISSANCES

8. Afin de promouvoir l'utilisation des résultats de la recherche financée par des fonds publics et d'optimiser leur impact socio-économique, envisager tous les types possibles de **mécanismes d'exploitation** (octroi de licences ou essaimage d'entreprises) et tous les **partenaires d'exploitation** possibles (entreprises créées par essaimage ou existantes, autres organismes de recherche publics, investisseurs ou services ou agences d'aide à l'innovation), et sélectionner les plus adaptés.

9. Même si une politique PI/TC proactive peut générer des recettes supplémentaires pour l'organisme de recherche public, cela ne doit pas être son objectif principal.

10. Faire en sorte que l'organisme de recherche public dispose, en plus de personnel techniquement qualifié, de **services professionnels de transfert de connaissances** – ou ait accès à de tels services – tels que des services de conseil juridique, financier, commercial



ainsi qu'en matière de protection et d'exercice de droits de propriété intellectuelle.

11. Élaborer et diffuser une **politique d'octroi de licences** afin d'harmoniser les pratiques au sein de l'organisme de recherche public et d'assurer l'impartialité de toutes les transactions. Il convient en particulier d'évaluer avec soin l'opportunité de transferts de droits de propriété intellectuelle détenus par l'organisme de recherche public et l'octroi de licences exclusives², surtout à des tiers non européens. Les licences à des fins d'exploitation doivent impliquer une compensation appropriée, financière ou autre.

12. Élaborer et diffuser une **politique d'essaimage d'entreprises** qui, le cas échéant, permette au personnel de l'organisme de recherche public de créer des entreprises («spin-offs») – en l'y encourageant – et qui précise les relations à long terme entre les entreprises ainsi créées et l'organisme public¹.

13. Définir des principes clairs concernant le **partage des revenus financiers** tirés du transfert de connaissances, entre l'organisme de recherche public, les départements concernés et les inventeurs.

14. **Superviser** la protection de la propriété intellectuelle et les activités de transfert de connaissances ainsi que les activités connexes, et en rendre compte régulièrement. Afin d'en promouvoir l'exploitation, il convient de rendre les résultats de la recherche de l'organisme public, ainsi que les compétences et droits de propriété intellectuelle correspondants, plus **visibles** pour le secteur privé.

3. PRINCIPES CONCERNANT LA RECHERCHE COLLABORATIVE ET SOUS CONTRAT²

15. Les règles régissant les activités de recherche collaborative et sous contrat doivent être **compatibles avec la mission** de chaque partie. Elles devraient tenir compte du niveau de financement privé et être conformes aux objectifs des activités de recherche: en particulier optimiser l'impact commercial et socio-économique de la recherche; contribuer à la réalisation de l'objectif d'attirer des fonds privés poursuivi par l'organisme public; maintenir une position en matière de propriété intellectuelle qui permette de poursuivre la recherche académique et collaborative; et ne pas entraver la diffusion des résultats de la R&D.

¹ En ce qui concerne les résultats de R&D ayant plusieurs champs d'application possibles, il faut éviter d'accorder des licences exclusives sans restriction à une utilisation particulière. En outre, en règle générale, l'organisme de recherche public devrait se réserver les droits nécessaires à une diffusion aisée des résultats et à la poursuite des recherches.

² Lorsqu'un organisme de recherche public s'engage dans des travaux de recherche sous contrat ou de recherche collaborative avec un partenaire industriel, la Commission considère automatiquement (c'est-à-dire sans qu'une quelconque notification soit nécessaire) qu'aucune aide d'État indirecte n'est octroyée au partenaire industriel par l'intermédiaire de l'organisme de recherche public si les conditions exposées dans l'*encadrement communautaire des aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation* (JO C 323 du 30.12.2006, p. 1), et notamment aux points 3.2.1 et 3.2.2, sont remplies.



16. Les questions relatives à la PI devraient être **traitées au niveau de la direction et à un stade aussi précoce que possible** du projet de recherche, si possible avant même qu'il soit entrepris. Les questions relatives à la PI recouvrent l'attribution de la propriété intellectuelle générée dans le cadre du projet (ci-après désignée par «connaissances nouvelles» – «foreground»), le recensement de la propriété intellectuelle qui est détenue par les parties avant le commencement du projet (ci- après désignée par «connaissances préexistantes» – «background») et est nécessaire à la réalisation du projet ou à l'exploitation de ses résultats, les droits d'accès³ aux connaissances nouvelles et préexistantes à ces fins, et le partage des revenus.

17. Dans un projet de recherche collaborative, la **propriété** des connaissances nouvelles devrait revenir à la partie qui les a produites, mais elle peut être attribuée aux différentes parties sur la base d'un accord contractuel conclu à l'avance en tenant dûment compte des intérêts, des tâches et des contributions financières ou autres de chaque partie au projet. En ce qui concerne la recherche sous contrat, les connaissances nouvelles produites par l'organisme de recherche public appartiennent à la partie du secteur privé. La propriété des connaissances préexistantes ne devrait pas être affectée par le projet.

18. Les **droits d'accès** devraient être clarifiés par les parties à un stade aussi précoce que possible du projet de recherche, si possible avant même qu'il soit entrepris. Lorsque la réalisation du projet de recherche ou l'exploitation des connaissances nouvelles d'une des parties le justifie, des droits d'accès aux connaissances nouvelles et préexistantes des autres parties devraient être disponibles, à des conditions qui tiennent dûment compte des intérêts, des tâches et des contributions financières ou autres de chaque partie au projet.

³ Par "droits d'accès", on entend les droits que les parties s'accordent mutuellement, par opposition avec les licences accordées aux tiers. Ces droits devraient préciser quelles parties peuvent utiliser quelles connaissances nouvelles/préexistantes aux fins de recherche et/ou d'exploitation, et dans quelles conditions.